

---

# LE CANADA FRANÇAIS

Publication de l'Université Laval

---

## PRÉFACE A L'OUVRAGE

### De la Primauté du Bien Commun

par

M. Charles DE KONINCK

*Monsieur Charles De Koninck, doyen de la Faculté de Philosophie de l'Université Laval, vient de faire paraître un ouvrage d'une brûlante actualité: De la Primauté du Bien Commun contre les personnalistes. Son Éminence le Cardinal-Archevêque de Québec, chancelier de l'Université Laval, a bien voulu préfacer le récent ouvrage de M. De Koninck. C'est cette préface que nous avons l'honneur de présenter aux lecteurs du Canada Français.*

LA RÉDACTION.

\* \* \*

L'ouvrage que voici n'est pas un livre ordinaire. Il est de pure sagesse. Mais l'on s'est déshabitué de regarder le monde pratique à la lumière de ses principes les plus profonds; excepté peut-être chez les penseurs invertis qui ébranlent l'ordre de la pensée pour ensuite mieux renverser l'ordre réel, l'ordre politique et l'ordre moral, et organiser avec des airs innocents les révolutions les plus radicales, celles qui finissent par être les plus sanglantes et les plus cyniques tout ensemble. Pendant ce même temps, les bonnes âmes lèvent les bras, avec terreur et scandale; mais elles se mettent peu à peu à penser comme les révolutionnaires, sans se rendre compte des équivoques qui se cachent sous des for-

mules en apparence recevables, ni du fait que pareille concession est une façon de coopérer même à l'effusion du sang.

L'auteur voit sûrement mieux que la plupart, les périls épouvantables et les désordres sociaux qui naissent du nazisme et du communisme; il les voit mieux parce qu'il en pénètre la fausse sagesse, les principes qui demeurent en activité latente sous les mouvements d'avance ou de recul de ces organisations du désordre. Il voit ces principes dans toute leur perfidie, dans leur vérité à rebours, vérité empoisonnée par le microbe de l'orgueil qui emploie ensuite des termes de vérité pour leur faire porter de l'erreur, et des mots de vertu pour envelopper le péché et le mal. Et ce qui l'épouvante, ce qui lui étreint l'âme, c'est que les bons, parfois les meilleurs, s'habituent, fussent-ils même d'abord effrayés des révolutions qui se déroulent sous leurs yeux, à concevoir de travers eux aussi l'essentiel, s'intoxiquant l'esprit des formules les plus délétères; que le monde, en un mot, s'accoutume à penser en communisant, en marxiste, en négateur radical, d'abord inconscient, étourdi, puis grisé et enthousiaste, de tout ce qui est vrai parce que c'est l'être, de tout ce qui est juste parce qu'ordonné, de tout ce qui parfait l'homme parce que subordonné à Dieu et rectifié par son ordination à la véritable fin souveraine.

Déjà l'auteur, en des études antérieures, a montré les origines historiques et l'évolution de cette philosophie essentiellement déviée et corrosive. Il nous faut remonter à l'averroïsme qui veut l'émancipation de l'ordre naturel, au volontarisme qui tend vers l'émancipation de l'appétit, au nominalisme qui conduit vers l'émancipation de la parole humaine, au moralisme de bonne volonté qui veut l'émancipation du sentiment, au scepticisme poseur et méthodique qui veut l'émancipation de la pensée purement humaine, au subjectivisme kantien qui tend vers l'émancipation de la raison contre l'intelligence et du droit contre le bien commun, lequel a continué ses avatars dans la dialectique émancipée de Hegel, qui se tourne contre toute nature dans le marxisme, qui acquiert sa puissance de destruction dans le bolchévisme et dans le nazisme. Et c'est en voyant comment, peu à peu, même du côté des traditionnels, la pensée révolutionnaire

gagne des adeptes plus ou moins conscients, que l'auteur se sent à la fois épouventé et enflammé du zèle de la vérité.

Présentement, c'est le personnalisme qui est devenu à la mode. Des esprits très sincères le préconisent. On exalte la dignité de la personne humaine, on veut le respect de la personne, on écrit pour un ordre personnaliste, on travaille à créer une civilisation qui serait pour l'homme... Tout cela est très bien, mais trop court, car la personne, l'homme, n'est pas sa fin à elle-même ni la fin de tout. Elle a Dieu pour fin, et à vouloir emprunter le langage des autres, même quand on paraît le corriger par l'envoûtement des meilleurs des adjectifs (n'est-on pas allé jusqu'à parler du « matérialisme dialectique d'Aristote et de saint Thomas » pour désigner leur doctrine naturelle?), même si on n'exclut pas les sous-entendus que suppose l'orthodoxie, on laisse sous-entendre aussi la pensée des autres, une pensée naturaliste, athée, ne fût-ce que par son indifférence, radicalement humaniste, et on favorise le renversement de la civilisation parce qu'on renverse le langage et avec le langage la philosophie et la théologie. C'est contre quoi l'auteur s'élève. Il n'a pas tort. Il est temps plus que jamais, en effet, de crier casse-cou, et de vouloir que les sociétés ne se réorganisent pas en fonction de la personne individuelle, mais en fonction du bien commun, à ses divers degrés, c'est-à-dire de la fin souveraine, c'est-à-dire en fonction de Dieu.

L'auteur s'attaque ouvertement aux personnalistes, mais pour défendre vraiment la dignité de la personne humaine. Son étude insiste sur la grandeur de la personne sans flatter les personnes. Elle s'oppose à toute doctrine qui, sous prétexte de la glorifier, diminue et atrophie la personne humaine et la prive de ses biens les plus divins.

\* \* \*

Parmi les penseurs chrétiens d'aujourd'hui un accord existe sur les faits sociaux de l'ère contemporaine, mais on discerne en même temps parmi eux deux tendances nettement contraires dès qu'il s'agit d'interpréter ces faits.

Tous semblent constater que la société politique faillit de plus en plus à ses devoirs, qu'elle se dissout et devient

de moins en moins digne de ses tâches les plus essentielles; elle n'a plus souci de Dieu, de l'âme, des biens intemporels, elle se noie et s'use dans des préoccupations toutes économiques et de bien-être corporel. Voilà qui, en fait, rend plus lourde la responsabilité de la famille, laquelle doit, sous la contrainte des circonstances, suppléer de plus en plus tant de biens qu'elle-même devrait pouvoir attendre de la société publique. Mais, hélas ! les mêmes auteurs constatent, en outre, une dissolution toujours grandissante de la famille; la personne individuelle est de plus en plus isolée, et abandonnée à elle-même au foyer, comme la famille l'est au sein de la société. Que faire ?

Quand il s'agit d'interpréter ces faits, pour en corriger les malheurs, les uns, imbus de l'idée du Progrès, voient dans cette grandissante dissolution une mise en valeur de la hiérarchie véritable; dans la déchéance la plus complète de la société civile, ils trouvent un bien qui les incline à justifier cette déchéance, à savoir l'occasion pour la personne individuelle, qu'ils conçoivent comme le terme de tout l'ordre humain, de remonter sur son piédestal, de mieux resplendir, oubliant que de sa nature elle entre dans cet ordre, qu'elle ne resplendit pleinement et profondément qu'en raison des divers biens communs auxquels elle est elle-même ordonnée comme à ses plus grands biens qui ont tous au sommet, pour principe et pour terme, ce bien commun souverain qui est Dieu lui-même. Ils font, en somme, au marxisme, une concession essentielle. Ils pervertissent la règle de l'optimisme chrétien, *Dieu ne permettrait pas le mal, s'Il n'en pouvait tirer un plus grand bien*, en confondant le progrès évolutif avec le perfectionnement, nécessairement fondé sur l'ordre et assis sur l'essentiel et l'immuable.

D'autres, au contraire, et notre auteur se place résolument parmi eux, voient dans ces dissolutions sociales et familiales, prédites et déplorées par la voix la plus autorisée, celle de l'Église, une pure et simple augmentation de la misère humaine, un appauvrissement graduel; et que ces écroulements sont la conséquence normale d'une exploitation de la société civile et de la famille au profit individualiste de la personne.

Il est vrai que le rôle de la famille doit grandir, il le devrait toujours, mais il le doit d'autant plus maintenant que son existence même est menacée. Il est vrai qu'il importe plus que jamais d'insister sur la dignité de la personne individuelle, de le dire tout haut, et aux puissances publiques, et aux personnes individuelles. La personne doit être sauvée malgré la corruption du milieu familial et social. Mais cela ne veut point dire que la corruption du milieu soit un bien, une occasion pour la personne de mettre en valeur de plus riches qualités. Vous avez perdu un œil. Voici que celui qui vous reste demande plus de soin et une prudence particulière. Entendu. Mais le borgne pour se consoler doit-il soutenir qu'il vaut mieux n'avoir qu'un œil que deux, à cause de la valeur que prend celui qui lui reste ? A cause des expédients que le malheur suggère en pratique, devons-nous renoncer spéculativement aux choses qui sont en soi meilleures ? L'ordre spéculatif doit-il donc s'assujettir au pratique ? Faut-il fausser la dignité de la personne et prôner le personnalisme parce que la société corrompue ne remplit plus son rôle envers le bien commun, et que la personne est ainsi dépourvue des appuis qui lui seraient naturels, si la famille et la société demeuraient centrées sur la notion du bien commun ?

Voilà toute la thèse de cet ouvrage: de la primauté du bien commun, dans la société, dans la famille, pour l'âme elle-même, à la condition que soit bien comprise la notion du bien commun, *qui est le meilleur bien du singulier, non en tant qu'il est la collection des biens singuliers, mais il est meilleur pour chacun des particuliers qui y participent, en raison même de sa communauté. Ceux qui défendent la primauté du bien singulier de la personne singulière supposent une fausse notion du bien commun qui serait étranger au bien des singuliers; tandis que c'est par nature et comme bien propre que le singulier désire davantage le bien de l'espèce que son bien singulier. La personne, substance intellectuelle, étant une partie de l'univers dans laquelle peut exister, selon la connaissance, la perfection de l'univers tout entier, son bien le plus propre en tant qu'elle est une substance intellectuelle sera le bien de l'univers, bien essentiellement commun. Les créatures raisonnables, les personnes, se distinguent des êtres irraison-*

nables, en ce qu'elles sont davantage ordonnées au bien commun et qu'elles peuvent agir expressément pour lui. Il est vrai aussi que perversément elles peuvent préférer le bien singulier de leur personne, au bien commun, s'attachant à la singularité de leur personne, ou comme on dit aujourd'hui, à leur personnalité, érigée en commune mesure de tout bien. Par ailleurs, si la créature raisonnable ne peut se borner entièrement à un bien commun subordonné, au bien de la famille, par exemple, ou au bien de la société politique, ce n'est pas parce que son bien particulier, pris comme tel, est plus grand: c'est à cause de son ordination propre à un bien commun supérieur auquel elle est principalement ordonnée. Dans ce cas, le bien commun n'est pas sacrifié au bien de l'individu en tant qu'individu, mais au bien de l'individu en tant que celui-ci est ordonné à un bien commun plus universel, en définitive à Dieu. Une société constituée de personnes qui aiment leur bien privé au-dessus du bien commun, ou qui identifient le bien commun au bien privé, c'est une société, non pas d'hommes libres, mais de tyrans, qui se mèneront les uns les autres par la force, et où le chef éventuel n'est que le plus astucieux et le plus fort parmi les tyrans, les sujets eux-mêmes n'étant que des tyrans frustrés.

Telle est la substance du livre. Il établit sa position par le marteau de la raison, frappant à coups redoublés sur l'enclume des notions fondamentales et évidentes, le fer rougi de la vérité, mais qui fait d'autre part éclater l'inconsistance et l'absurdité de l'équivoque et de l'erreur.

La dissolution des sociétés humaines ne serait pas un si grand mal, si elle n'était la corruption du meilleur des biens humains, le bien commun, et si cela ne conduisait pas en même temps à laisser dans l'ombre la notion même du bien commun. On n'édifiera pas une société meilleure, avec le personnelisme, si on détruit le principe même de toute société, le principe tout premier qui est le bien commun.

Ce n'est donc pas dans une *conception personaliste du mariage*, ni dans un soi-disant *personalisme chrétien et socialiste*, qui résultent l'une et l'autre de concessions spéculatives et éthiques à l'erreur, qu'on pourra trouver la solution aux problèmes que soulèvent de plus en plus tragiquement les déviations de la vérité. C'est toujours la vérité qui doit nous délivrer. Or, ces conceptions ne visent qu'à pousser

jusqu'à l'exaspération la périlleuse solitude où se trouve plongée la personne, une fois qu'on la détache et qu'on l'isole, sous prétexte de l'exalter, de son appui naturel, le bien commun.

\* \* \*

D'aucuns ont osé voir dans l'insistance des Encycliques sur la dignité de la personne, une approbation tardive de la doctrine de l'émancipation de la personne. On va même jusqu'à dire que le communisme aura été une expérience salutaire pour la mise en pratique d'une nouvelle conception de la société; il en est qui trouvent qu'on exagère le danger des doctrines néfastes, qu'il est dans la logique des choses que la nature humaine en sorte toujours victorieuse.

C'est ainsi qu'on va maintenant soumettre les vérités les plus évidentes et les principes les mieux établis à une dialectique historique. Les erreurs que les Papes n'ont cessé de condamner seraient devenues, après mûre réflexion et grâce à de nouvelles perspectives fournies par l'avantage d'une expérience maintenant acquise, des revendications très justes. Certains catholiques laissent même entendre, oubliant que Pie XI a dénoncé le communisme comme une fausse rédemption et intrinsèquement pervers (*Encyclique Divini Redemptoris*), que l'Église n'a pas fait les concessions qu'il aurait fallu, et qui auraient pu sauver tant d'âmes généreuses vexées par ses rebuffades. Blasphème et ingratitude. Voici qu'ils trouvent en défaut notre Mère la sainte Église là même où elle se montre héroïque. Car l'Église défend la personne contre les conséquences mêmes des doctrines qui, par suite d'une fausse conception de l'état, par suite de la préoccupation exclusive qu'ont les États du bien purement personnel, par suite du désintéressement des personnes pour le bien commun, ont donné à l'état une grandissante et aveugle puissance d'écrasement.

Il n'y aura qu'une plus grande manifestation de la miséricorde divine qui pourra sauver la personne de la solitude où les hommes l'ont jetée. Karl Marx constatait que la privation s'accroît dans le monde, mais cette privation selon lui ne serait qu'une occasion pour l'homme de mani-

fester sa propre puissance; il en appelait à l'homme purement homme, pour combler pareille privation; pas le moins du monde à l'homme ordonné au bien commun, ordonné à Dieu.

Nous, en face des plus grandes menaces, nous soutenons encore la vérité, à savoir que même la personne doit en appeler à la famille et à la société, et que tout l'ordre créé doit en appeler à Dieu. Nous autres, au scandale du monde qui méprise ceux qui ont faim et soif de la justice, nous en appelons à Dieu, à sa miséricorde dont les voies sont cachées. Et en face d'un monde qui pense mal pour mieux s'adapter aux faits, qui veut le bien dans le mal, nous n'avons pas de solutions faciles, nous n'en avons d'autres que de corriger les faits selon les principes de tout bien.

Le mal ne pourrait exister si Dieu n'en pouvait tirer le bien; le mal ne pourrait être si grand, si Dieu n'en pouvait tirer un plus grand bien. Mais malheur à ceux qui, soit par l'enseignement, soit par l'action, poussent l'homme dans cette indigence extrême, dans cette infernale solitude où la personne elle-même périrait, si la pure libéralité divine ne venait la sauver. Malheur à ceux qui encouragent le mal *ut eveniat bonum*.

Lorsque le *tentateur* s'adresse aux hommes, il sait qu'il doit leur parler de divinité: *vous serez comme des dieux*. Depuis lors, toutes les attaques contre la religion et la vérité, contre les droits de Dieu et la véritable dignité de la personne, se sont faites en des termes analogues. Même Karl Marx ne pouvait se faire écouter qu'en proclamant « la conscience humaine la plus haute divinité ». Or, de même que les miséricordes divines augmentent au cours des temps, de même l'astuce du démon s'aiguise. Écoutons donc avec attention l'avertissement de l'Apôtre: *Je crains bien que, comme Ève fut séduite par l'astuce du serpent, ainsi vos pensées ne se corrompent et ne perdent leur simplicité à l'égard du Christ* (II Cor. XI, 3).

*In circuitu impij ambulat*, selon le Livre des Psaumes (XI, 9). Les méchants marchent en tournant sans cesse. Et ils reviennent toujours à la charge. Quand on les a chassés par une porte, ils tâchent de rentrer par une autre, par là surtout où on ne les attendait pas.

Nous devons nous attendre à un retour plus voilé des doctrines les plus néfastes du passé. Il n'est peut-être pas de doctrines qui aient eu plus de renaissances que ce monstre polycéphale qu'est le pélagianisme. Raison de plus pour les chrétiens de crier la nécessité de la grâce pour sauver l'homme du péché et le guérir de ses blessures, de proclamer que la personne n'est rien sinon en tant qu'imitation de Dieu, participation de l'Être incréé, par son ordination au divin bien commun, par sa vocation surnaturelle à partager la vie et la splendeur du Seigneur.

Que les fils de saint Thomas qui s'agitent à la seule apparition de l'ombre de ce péril obtiennent de Dieu de ne jamais faiblir dans leur vigilance.

C'est l'avertissement autorisé de l'auteur *De la primauté du bien commun contre les personalistes*.

D'aucuns contesteraient, sous prétexte de prudence, l'opportunité d'agiter sans répit les irréductibles divergences doctrinales qui font l'objet de cette étude. A ceux-là nous rappelons encore ces paroles de l'Apôtre, qu'on retrouve dans l'épître de la messe pour un Docteur: *Je t'adjure devant Dieu et devant le Christ Jésus, qui doit juger les vivants et les morts, et par son apparition et son règne, prêche la parole, insiste à temps et à contretemps, reprends, menace, exhorte, avec une entière patience et toujours en instruisant. Car un temps viendra où les hommes ne supporteront plus la saine doctrine; mais, ils se donneront une foule de docteurs, suivant leurs convoitises et avides de ce qui peut chatouiller leurs oreilles; ils les fermeront à la vérité pour les ouvrir à des fables* (II ad Tim. iv. 1-4).

† J.-M.-Rodrigue Cardinal VILLENEUVE, O.M.I.,  
Archevêque de Québec.